

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.138/2
DU 28 DÉCEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 27 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « portant l'octroi aux communes concluant avec l'État une convention prézone opérationnelle de subsides pour les frais de personnel, d'infrastructure, de matériel et d'équipement et de coordination », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 (B.S. 19.10.2010) slechts financiële middelen toekent aan de operationele prezones voor het begrotingsjaar 2010. Aangezien de overeenkomsten die de operationele prezones afsloten ook doorwerken in 2011 is er dringend een nieuwe reglementaire basis nodig voor het toekennen van subsidies in het begrotingsjaar 2011. Een nieuw koninklijk besluit dat subsidies toekent is noodzakelijk om de reeds opgestarte dynamiek en de continuïteit van de operationele prezones te kunnen garanderen. Een snelle doorstart is bijgevolg aangewezen ».

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Comme le mentionne la lettre de demande d'avis, l'arrêté royal en projet a été précédé par un arrêté royal du 12 octobre 2010 portant l'octroi aux communes concluant avec l'État une convention prézone opérationnelle de subsides pour les frais de personnel, d'infrastructure, de matériel et d'équipement et de coordination.

L'avis 48.720/2/V donné le 15 septembre 2010 par la section de législation sur le projet devenu l'arrêté royal du 12 octobre 2010 énonce ce qui suit :

« Le projet d'arrêté royal a pour objet d'établir un régime de subventions dans le cadre de la réforme de la sécurité civile, plus particulièrement en ce qui concerne la mise en place des prézones opérationnelles (PZO). Les communes, organisant un service d'incendie et situées sur le territoire d'une zone de secours¹, concluent avec l'État une convention prézone opérationnelle de subsides pour les frais de personnel, l'infrastructure, le matériel, l'équipement et la coordination. Le projet prévoit les conditions d'octroi des subsides (articles 2 et 3 du projet), une clé de répartition de l'enveloppe annuelle globale fédérale entre les futures zones (articles 4 à 6), les modalités de paiement (articles 7 et 8), l'évaluation et le prolongement de la convention (articles 9 et 10) ainsi qu'un contrôle financier sur les subsides octroyés (articles 12 à 14).

Les fondements légaux visés au préambule du projet sont l'article 2 de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile, l'article 221, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ainsi que l'article 2.13.2², programme 54/7, de la loi du 23 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de l'exercice budgétaire 2010, telle que modifiée par la loi du 19 mai 2010.

En matière de subventions, tant l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991 que l'article 48, alinéa 3, de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral³ disposent, en leur seconde phrase, comme suit :

'En l'absence d'une loi organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature; ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi'⁴.

En l'espèce, les deux premiers fondements invoqués ne sont pas des lois organiques relatives à l'octroi des subventions visées par le projet.

¹ Note infrapaginale 1 de l'avis cité : En application des articles 14 et 15 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, le territoire du Royaume, à l'exception de la Région de Bruxelles-Capitale, est divisé en zones de secours. Celles-ci ont été définies par l'arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours.

² Note infrapaginale 2 de l'avis cité : Il s'agit en effet de l'article 2.13.2 et non de l'article 2.13.1.

³ Note infrapaginale 3 de l'avis cité : Concernant l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 2003, voir ses articles 133 et 134.

⁴ Note infrapaginale 4 de l'avis cité : Voir l'avis 32.480/4, donné le 13 mars 2002, sur un projet devenu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1870/1, pp. 200-229, spéc. pp. 215-216) et le commentaire de l'article 48 de la même loi (*ibid.*, p. 93).

En outre, le projet d'arrêté royal à l'examen tend à fixer un cadre juridique permanent qui dépasse, par nature, la portée annuelle d'une disposition budgétaire⁵⁻⁶. Par conséquent, l'inscription d'une disposition spéciale, en l'espèce l'article 2.13.2. figurant au budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010, ne suffit pas à procurer un fondement légal à l'arrêté en projet.

En conclusion, l'arrêté en projet est dépourvu de fondement légal ».

2. Le préambule de l'arrêté royal en projet invoque deux fondements légaux : d'une part, l'article 221, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, d'autre part, « la loi du ... contenant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2011 ».

3. Comme cela a été expliqué dans l'avis 48.720/2/V cité ci-avant, l'article 221, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ne constitue pas une disposition organique sur la base de laquelle les subventions visées dans l'arrêté royal en projet pourraient être octroyées⁷.

L'arrêté royal en projet, en tant qu'il institue un cadre juridique permettant l'octroi permanent des subventions qu'il envisage, est donc dépourvu de fondement légal.

4. Si la rédaction de l'arrêté en projet était revue pour stipuler explicitement qu'il tend à régler l'octroi des subventions qu'il vise pour la seule année budgétaire 2011, il pourrait alors, comme le rappelle l'avis 48.720/2/V précité, trouver un fondement légal dans une disposition spéciale du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2011 à la condition, qui va de soi, qu'une telle disposition spéciale y figure bien.

Il se fait cependant que, à la date où le présent avis est donné, le projet de « loi du ... contenant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 2011 » n'a pas encore été déposé.

⁵ Note infrapaginale 5 de l'avis cité : Voir dans le même sens l'avis 48.097/4, donné le 31 mai 2010, sur un projet d'arrêté royal « relatif aux avantages accordés aux personnes engagées comme volontaire et comme volontaire stagiaire par le Programme des Volontaires des Nations Unies ».

⁶ Note infrapaginale 6 de l'avis cité : Il importe peu que le projet fixe la durée de la Convention (article 2, § 3, alinéas 1er et 2). Par contre, l'article 10 envisage, moyennant certaines formalités, la reconduction de la « prolongation » de la Convention pour une durée de 1 an.

⁷ L'article 221, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile dispose en effet ce qui suit : « En l'attente de l'entrée en vigueur des zones, les groupes régionaux et les zones de secours font usage des possibilités prévues par et prises en vertu de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile pour organiser les secours sur la base du principe de l'aide adéquate la plus rapide ». Cette disposition n'évoque donc pas l'octroi des subventions envisagées par le projet d'arrêté royal à l'examen.

Par conséquent, si l'arrêté en projet était modifié dans le sens indiqué ci-avant pour pouvoir l'adopter sur le seul fondement d'une disposition spéciale du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2011, la demande d'avis serait prématurée.

5. Certes, le Moniteur belge du 28 décembre 2010 (première édition) publie la loi de finances du 22 décembre 2010 pour l'année budgétaire 2011.

Elle contient un article 4 ainsi rédigé :

« Les subsides facultatifs peuvent être octroyés sur base des dispositions spéciales reprises dans le budget général des dépenses, ainsi que dans le budget général des dépenses ajusté de l'année budgétaire 2010 ».

Toutefois, en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de la même loi de finances, les crédits provisoires à valoir sur le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 ne sont ouverts que pour les mois de janvier, février et mars à concurrence des montants qui figurent dans le tableau annexé à cette loi.

Dans les limites de ce qui vient d'être rappelé, à l'instar de l'arrêté du 12 octobre 2010 qui puisait également son fondement légal dans des dispositions budgétaires, le projet d'arrêté examiné trouve dans la loi de finances un fondement identique.

Le projet ainsi limité dans le temps trouverait donc son fondement, sous réserve de ce qui sera exposé ci-après, dans la combinaison de l'article 4 de la loi de finances du 22 décembre 2010 précitée et de l'article 2.13.2 de la loi du 23 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses pour l'année 2010⁸.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que, pour l'exercice budgétaire 2011, la situation est plus complexe car si l'article 4 de la loi de finances autorise l'octroi de « subsides facultatifs (...) sur la base des dispositions spéciales reprises (sic) (...) dans le budget général des Dépenses ajusté de l'année budgétaire 2010 », rien ne garantit qu'il en sera de même dans le budget de 2011 : d'une part, le Gouvernement doit prévoir la même disposition dans son projet de budget 2011 et d'autre part, la Chambre des représentants doit effectivement l'adopter. L'on ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 27 des lois

⁸ L'article 2.13.1 de la loi du 19 mai 2010 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 contient à cet égard la disposition suivante :
« Art. 2.13.1

L'article 2.13.2. de la loi du 23 décembre 2009 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 est complété de la manière suivante :

(...)
PROGRAMMA (sic) 54/7 CENTRE DE CONNAISSANCE ET REFORME DE LA SECURITE CIVILE
1° Subsides aux communes avec pour objectif la création des futures zones ».

coordonnées sur la comptabilité de l'État, « la publication du budget général des dépenses au Moniteur belge rend caduques les lois ouvrant des crédits provisoires ».

Observations particulières

Préambule

Le préambule fait mention d'une délibération en conseil des ministres, comme la lettre de saisine.

Il ne résulte pas du dossier que cette délibération a eu lieu.

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas sur quel texte se fonde pareille délibération.

Dispositif

Articles 4 à 6 et annexe 1

Compte tenu des articles 4 et 5, l'article 6 et l'annexe 1 ne peuvent se comprendre que comme fixant des maxima de subventions. Les mots « conformément aux dispositions des articles 4 et 5 » paraissent en conséquence devoir être omis.

Enfin, la section de législation n'est pas en mesure de vérifier si la répartition des pourcentages maxima fixés dans l'annexe satisfait au principe d'égalité.

Article 12

L'article 12, qui paraphrase les articles 55 et suivants des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, sera omis ⁹.

⁹ L'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} de la disposition n'est par ailleurs pas conforme aux dispositions légales précitées, en tant qu'il envisage la possibilité de ne pas récupérer certains montants de la subvention.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.138/2
VAN 28 DECEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 27 december 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende toekenning van subsidies voor personeelskosten, infrastructuur, materieel en uitrusting en coördinatie aan de gemeenten die een overeenkomst operationele prezone sluiten met de Staat", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 (B.S. 19.10.2010) slechts financiële middelen toekent aan de operationele prezones voor het begrotingsjaar 2010. Aangezien de overeenkomsten die de operationele prezones afsloten ook doorwerken in 2011 is er dringend een nieuwe reglementaire basis nodig voor het toekennen van subsidies in het begrotingsjaar 2011. Een nieuw koninklijk besluit dat subsidies toekent is noodzakelijk om de reeds opgestarte dynamiek en de continuïteit van de operationele prezones te kunnen garanderen. Een snelle doorstart is bijgevolg aangewezen".

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in de brief met de adviesaanvraag wordt gesteld, gaat aan het ontworpen koninklijk besluit een koninklijk besluit van 12 oktober 2010 vooraf houdende toekenning van subsidies voor personeelskosten, infrastructuur, materieel en uitrusting en coördinatie aan de gemeenten die een overeenkomst operationele prezone sluiten met de Staat.

Advies 48.720/2/V, dat op 15 september 2010 door de afdeling Wetgeving gegeven is over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 12 oktober 2010, luidt als volgt :

"Het ontworpen koninklijk besluit strekt tot invoering van een subsidieregeling in het kader van de hervorming van de civiele veiligheid, meer in het bijzonder met betrekking tot de invoering van operationele prezones (OPZ). Gemeenten die een brandweerdienst organiseren en op het grondgebied van een hulpverleningszone liggen¹, sluiten met de Staat een overeenkomst operationele prezone voor de subsidiëring van de kosten voor personeel, infrastructuur, materieel, uitrusting en coördinatie. In het ontwerp worden de voorwaarden vastgesteld voor toekenning van de subsidies (artikelen 2 en 3 van het ontwerp), een sleutel voor de verdeling van het jaarlijkse federale totaal onder de toekomstige zones (artikelen 4 tot 6), de wijze van uitbetaling (artikelen 7 en 8), de evaluatie en de verlenging van de overeenkomst (artikelen 9 en 10) en een financiële controle van de toegekende subsidies (artikelen 12 tot 14).

De rechtsgronden genoemd in de aanhef van het ontwerp zijn artikel 2 van de wet van 31 december 1963² betreffende de civiele bescherming, artikel 221, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, en artikel 2.13.2³, programma 54/7, van de wet van 23 december 2009 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010, zoals gewijzigd bij de wet van 19 mei 2010.

Inzake subsidies bepaalt de tweede zin van zowel artikel 12, derde lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, als van artikel 48, derde lid, van de wet van 22 mei 2003³ houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat³, het volgende :

«Bij ontstentenis van een organieke wet, moet er voor elke toelage in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies : Overeenkomstig de artikelen 14 en 15 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid is het grondgebied van het Rijk, met uitzondering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingedeeld in hulpverleningszones. Deze zijn afgebakend in het koninklijk besluit van 2 februari 2009 tot vaststelling van de territoriale afbakening van de hulpverleningszones.

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies : Het gaat immers om artikel 2.13.2, en niet om artikel 2.13.1.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies : Aangaande de inwerkingtreding van de wet van 22 mei 2003, zie de artikelen 133 en 134.

preciseert; die toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning.»⁴

In casu zijn de eerste twee aangevoerde rechtsgronden geen organieke wetten die de toekenning regelen van de subsidies bedoeld in het ontwerp.

Voorts dient het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van een permanent juridisch kader dat uit de aard der zaak de eenjarigheid van een begrotingsbepaling te buiten gaat^{5,6}. Het opgeven van een bijzondere bepaling, *in casu* artikel 2.13.2 van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010, is dus niet voldoende om het ontworpen besluit een rechtsgrond te verschaffen.

De slotsom is dus dat het ontworpen besluit geen rechtsgrond heeft".

2. In de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit worden twee rechtsgronden aangevoerd : enerzijds artikel 221, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en anderzijds "de wet van ... houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2011".

3. Zoals reeds uitgelegd is in het hiervoor genoemde advies 48.720/2/V, is artikel 221, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid geen organieke bepaling op grond waarvan de in het ontworpen koninklijk besluit bedoelde subsidies kunnen worden toegekend⁷.

Het ontworpen koninklijk besluit mist dan ook elke rechtsgrond, in zoverre het voorziet in een juridisch kader voor de permanente toekenning van de subsidies die het beoogt.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies : Zie advies 32.480/4, verstrekt op 13 maart 2002, over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat (*Parl. St. Kamer* 2001-2002, nr. 50-1870/1, 200-229, inz. 215-216) en de toelichting bij artikel 48 van dezelfde wet (*ibid.*, blz. 93).

⁵ Voetnoot 5 van het geciteerde advies : Zie in dezelfde zin advies 48.097/4, op 31 mei 2010 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de voordelen toegekend aan de personen aangeworven als vrijwilliger en als stagiair vrijwilliger door het programma der Vrijwilligers van de Verenigde Naties".

⁶ Voetnoot 6 van het geciteerde advies : Het doet er weinig toe dat het ontwerp de duurtijd van de overeenkomst vaststelt (artikel 2, § 3, eerste en tweede lid). Artikel 10 daarentegen voorziet in de mogelijkheid de overeenkomst telkens met een jaar te verlengen, mits een aantal vormvereisten zijn vervuld.

⁷ Artikel 221, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid luidt immers als volgt : "In afwachting van de inwerkingtreding van de zones maken de gewestelijke groepen en de hulpverleningszones gebruik van de mogelijkheden voorzien door of krachtens de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, om de hulpverlening te organiseren op basis van het beginsel van de snelste adequate hulp". In deze bepaling is dus geen sprake van de toekenning van de subsidies bedoeld in het thans voorliggende ontwerp van koninklijk besluit.

4. Indien de redactie van het ontworpen besluit wordt aangepast teneinde daarin uitdrukkelijk te bepalen dat het ertoe strekt om uitsluitend voor het begrotingsjaar 2011 te voorzien in een regeling voor de toekenning van de subsidies die het beoogt, zou dat besluit, zoals gesteld wordt in het voornoemde advies 48.720/2/V, een rechtsgrond kunnen ontleenen aan een bijzondere bepaling van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2011, uiteraard op voorwaarde dat zulk een bijzondere bepaling daarin ook vervat ligt.

Nu is het evenwel zo dat, op het ogenblik dat dit advies wordt gegeven, het ontwerp van "wet van ... houdende de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2011" nog niet is ingediend.

De adviesaanvraag komt bijgevolg te vroeg indien het ontworpen besluit gewijzigd zou worden zoals hiervoor is aangegeven, teneinde goedgekeurd te kunnen worden met als enige rechtsgrond een bijzondere bepaling van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2011.

5. In het Belgisch Staatsblad van 28 december 2010 (eerste uitgave) wordt weliswaar de financiewet van 22 december 2010 voor het begrotingsjaar 2011 bekendgemaakt.

Deze bevat een artikel 4, dat gesteld is als volgt :

"Facultatieve toelagen kunnen worden verleend op basis van de in de algemene uitgavenbegroting evenals van de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor 2010 opgenomen speciale bepalingen."

Nochtans worden krachtens artikel 2, § 1, van diezelfde financiewet "voorlopige kredieten, welke in mindering komen van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2011, (...) geopend voor de maanden januari, februari en maart ter grootte van de bedragen vermeld in de bij deze wet gevoegde tabel".

Binnen de perken van hetgeen hierboven gesteld is, ontleent het voorliggende ontwerpbesluit, net als het besluit van 12 oktober 2010, dat eveneens zijn rechtsgrond haalde uit begrotingsbepalingen, een identieke rechtsgrond aan de financiewet.

Onder voorbehoud van hetgeen hierna gesteld wordt, ontleent het aldus in de tijd beperkte ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 4 van de voornoemde financiewet van

22 december 2010 *juncto* artikel 2.13.2 van de wet van 23 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 ⁸.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat voor het begrotingsjaar 2011 de situatie veel complexer is, aangezien artikel 4 van de financiewet weliswaar de toekenning toestaat van "facultatieve toelagen (...) op basis van de in de (...) aangepaste algemene uitgavenbegroting voor 2010 opgenomen speciale bepalingen", maar er geen garantie bestaat dat hetzelfde zal gelden voor het begrotingsjaar 2011 : enerzijds dient de regering dezelfde bepaling op te nemen in haar ontwerpbegroting voor 2011, en anderzijds moet de Kamer van volksvertegenwoordigers deze ook daadwerkelijk goedkeuren. Er mag niet uit het oog worden verloren dat krachtens artikel 27 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit "de bekendmaking van de algemene uitgavenbegroting in het Belgisch Staatsblad (...) de wetten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, (doet) vervallen".

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In de aanhef wordt er, net als in de brief met de adviesaanvraag, melding gemaakt van overleg in de Ministerraad.

Uit het dossier is niet gebleken dat dat overleg heeft plaatsgevonden.

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk op welke tekst zulk een overleg steunt.

Dispositief

Artikelen 4 tot 6 en bijlage 1

Gelet op de artikelen 4 en 5, kunnen artikel 6 en bijlage 1 alleen zo begrepen worden dat daarin maximumbedragen voor subsidies vastgesteld worden. De woorden "in

⁸ Artikel 2.13.1 van de wet van 19 mei 2010 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 bevat in dat verband de volgende bepaling :

"Artikel 2.13.2 van de wet van 23 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 wordt aangevuld als volgt :

(...)

PROGRAMMA (sic) 54/7 - KENNISCENTRUM EN HERVORMING VAN DE CIVIELE VEILIGHEID
1° Toelagen aan gemeenten met het oog op het oprichten van de toekomstige zones".

toepassing van de bepalingen van de artikelen 4 en 5" zouden bijgevolg moeten worden weggelaten.

Tot slot kan de afdeling Wetgeving niet nagaan of de verdeling van de maximumpercentages vastgesteld in de bijlage strookt met het gelijkheidsbeginsel.

Artikel 12

Artikel 12, dat een parafrase is van de artikelen 55 en volgende van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, dient te vervallen⁹.

⁹ Het tweede lid van paragraaf 1 van de bepaling is overigens niet conform de voornoemde wetsbepalingen, in zoverre daarin de mogelijkheid vooropgesteld wordt om bepaalde bedragen van de subsidies niet terug te vorderen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY